

Déclaration «Unis pour une Europe sociale»

L'appel à une Europe plus sociale est au cœur des engagements de SOLIDAR. Les membres de SOLIDAR contribuent au développement de l'Europe sociale à travers un travail quotidien au service de la société civile et en tant que prestataires de services sociaux en Europe et dans le monde entier. Le défi actuel s'attache aux moyens qui permettront de réconcilier la tendance croissante de nos sociétés à s'adapter à la compétitivité économique, exigée par un monde globalisé, avec un niveau de protection sociale approprié pour leurs citoyens, particulièrement nécessaire en temps de crise.

Dans le cadre de cette conférence, les travailleurs sociaux des organisations membres de SOLIDAR sont venus au Parlement européen à Bruxelles présenter aux députés leur expérience de travail avec des personnes socialement et économiquement désavantagées. Ils ont ainsi pu faire part de la réalité quotidienne du défi que représente le soutien aux populations vulnérables, expliquer l'impact des politiques européennes sur les populations défavorisées à l'échelle locale, et exposer des recommandations concrètes afin de soutenir une Europe plus sociale.

Dans cette présente déclaration, SOLIDAR met en avant six messages clés à l'intention des institutions européennes:

1. L'Europe sociale se doit d'être au cœur du processus d'intégration européenne. Les citoyens et les organisations représentatives de la société civile demandent à être plus fortement impliqués dans la construction de l'Europe.
2. Des cadres juridiques et politiques clairs doivent être développés au niveau européen et au sein des États membres afin de garantir un accès à prix raisonnable aux services sociaux, aux services de santé et à un enseignement de qualité répondant aux attentes et aux besoins des citoyens.
3. Un réel engagement à tous les niveaux politiques, ainsi que des objectifs ambitieux, sont indispensables à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, et à la promotion d'une politique d'inclusion à l'échelle européenne pour toutes personnes handicapées et/ou présentant des vulnérabilités.
4. Une redistribution plus équitable des revenus et des richesses, ainsi que des politiques permettant de sauvegarder le bien public sont possibles et doivent être expressément visées.
5. Les politiques de migration et d'intégration doivent être basées sur le respect des droits humains et de la dignité de la personne.
6. Le travail décent, dans le cadre d'un défi à l'échelle mondiale, est un concept et un engagement également primordial pour l'Europe. Des actions concrètes doivent assurer la réalisation du principe d'«égalité de rémunération pour un travail égal».

Nous sommes convaincus à SOLIDAR que l'implication des populations dans le processus de construction européenne dépendra de la manière dont les politiques européennes répondent à leurs préoccupations et rencontrent leurs aspirations. Dès le début du processus d'intégration européenne, SOLIDAR a fortement plaidé en faveur de la justice sociale et économique au travers de politiques sociales fortes, de services sociaux de qualité et du principe de formation permanente pour tous les travailleurs en Europe.

Ensemble pour une Europe sociale!

SOLIDAR est un réseau européen de 50 ONG actives dans plus de 90 pays travaillant pour avancer la justice sociale en Europe et dans le monde entier. SOLIDAR fait pression sur l'UE et les institutions internationales dans trois secteurs primaires: affaires sociales (travailler en vue d'un Europe social renforcé), coopération internationale (aide humanitaire, développement) ainsi qu'éducation tout au long de la vie et éducation interculturelle. Pour davantage d'information www.solidar.org

1. L'EUROPE SOCIALE AU CŒUR DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE

La position de SOLIDAR

Crise financière et économique et inégalités croissantes

Nous nous attendons à ce que la crise financière et économique actuelle détériore les conditions de vie et de travail d'un grand nombre de personnes. Déjà avant l'automne 2008, l'Europe a reconnu l'existence d'un nombre croissant de travailleurs pauvres ou de personnes travaillant dans des conditions précaires, l'augmentation des inégalités en matière d'opportunités, de revenu et de bien-être, et la persistance des discriminations contre différents groupes dans nos sociétés.

Un modèle social européen à renforcer

Dans ce contexte, SOLIDAR plaide, plus que jamais, en faveur d'un modèle social européen basé sur la performance économique, des niveaux de protection sociale et d'enseignement élevés, et le dialogue social en tant que cadre de référence pour la révision et le développement de la Stratégie de Lisbonne après 2010. Ce cadre de référence devrait être développé sur les acquis des dernières décennies tels que les systèmes d'accès universel à l'enseignement et la santé, l'institutionnalisation de la solidarité dans les régimes de protection et couverture sociales, les systèmes d'imposition progressifs entraînant une certaine redistribution des revenus, la contribution de la protection sociale à la productivité économique, et une paix sociale résultant d'un partenariat social bien articulé.

Politiques sociales, de santé et d'éducation : un investissement dans l'avenir de nos sociétés

Il est de plus en plus reconnu que la croissance économique, des meilleures possibilités d'emploi et les politiques sociales - particulièrement celles comportant un important investissement dans l'enseignement, la formation et la promotion de l'égalité des chances, se renforcent mutuellement en un cercle vertueux.

Mettre l'accent sur la cohésion sociale et le développement durable

Les politiques garantissant des mécanismes de solidarité et promouvant la cohésion sociale, l'inclusion sociale, ainsi que le développement durable doivent être défendues, développées et renforcées à l'encontre d'une approche longtemps dominante dans la stratégie de Lisbonne focalisée exclusivement sur la croissance, la création d'emploi à tous prix (sans prendre en considération leur qualité) et la compétitivité. Dans la mise en œuvre du Nouvel Agenda Social, les politiques qui doivent être privilégiées sont celles qui aident à faire face au changement démographique, qui soutiennent les personnes dans l'amélioration de leurs qualifications et compétences par l'éducation formelle et informelle, qui s'intéressent aux risques sociaux, et qui promeuvent une meilleure réconciliation travail-vie familiale, avec une amélioration des responsabilités partagées entre les femmes et les hommes au sein du ménage.

L'Europe sociale doit devenir le leitmotiv de l'intégration européenne

L'intégration européenne ne peut se limiter au marché et à la monnaie unique: ces projets clés doivent être encadrés par une bonne gouvernance économique, un renforcement de la dimension sociale de l'intégration européenne, et une évolution vers une union politique basée sur des institutions démocratiques efficaces et la reconnaissance des droits civils et sociaux. SOLIDAR appelle l'ensemble des institutions à joindre leur effort pour faire de l'Europe sociale le leitmotiv de l'intégration européenne.

Les recommandations de SOLIDAR

L'Europe doit jouer un rôle clé dans la réalisation des droits sociaux

- SOLIDAR rappelle le rôle fondamental que l'UE doit jouer pour assurer la mise en œuvre efficace des droits (sociaux) fondamentaux comme stipulée dans la Charte des Droits Fondamentaux.
- L'Europe doit, selon le sujet et le domaine politique, établir des règlements tels que le remboursement des coûts des prestations de soins de santé, la responsabilité des professionnels de la santé dans les soins de santé transfrontaliers, la reconnaissance des qualifications professionnelles; des conditions, par exemple concernant les conditions de l'accès aux services

de l'intérêt général ; et des normes protégeant les citoyens européens, notamment les plus vulnérables, contre les pertes et l'exclusion résultant d'une forte concurrence et des dynamiques d'intégration au marché intérieur.

Partager les bénéfices du projet européen

- Il faut renforcer et/ou développer la confiance en l'UE en fixant des priorités et en mettant en œuvre des politiques promouvant la solidarité, l'égalité, la non-discrimination, la diversité, le respect mutuel, le pluralisme et la justice. SOLIDAR plaide pour une Europe qui se fonde sur les droits fondamentaux, la justice, l'égalité, la non-discrimination, l'égalité des chances, le travail décent et une vie décente pour tous, l'inclusion et la participation sociale de toutes personnes vivant en Europe, et le développement durable.

Réorienter les grandes stratégies politiques misant sur la croissance, l'emploi et la compétitivité vers un renforcement des objectifs sociaux et durables

- L'Europe doit concentrer la priorité générale de la stratégie de Lisbonne sur la réalisation des libertés fondamentales afin que les citoyens européens considèrent que l'Europe traite leurs besoins en priorité et aborde leurs préoccupations dans la pratique. En outre, l'approfondissement de la construction du marché intérieur devrait se faire selon une approche équilibrée qui tient compte des objectifs du développement social et durable.

Renforcer la Méthode Ouverte de Coordination (MOC), et y faire largement participer les ONG du secteur social

- La méthode ouverte de coordination (MOC) a apporté des résultats concrets et positifs, et a permis de mettre les questions de la pauvreté et de l'exclusion sociale à l'ordre du jour. SOLIDAR soutient une MOC renforcée, plus efficace et visible dans les domaines de la protection sociale et de l'inclusion sociale, de la migration et de l'intégration ainsi que de la formation. La MOC est un outil indispensable pour développer une Europe plus sociale. SOLIDAR reconnaît néanmoins ses limitations en tant qu'outil «souple» de gouvernance pour les domaines politiques où les compétences de la Communauté européenne sont partagées avec les états membres ou restreints.
- La participation des ONG sociales au niveau européen, national, régional et local dans toutes les phases du processus permet de consolider les méthodes de gouvernance et d'appropriation des politiques par les ONG. Afin de tirer le meilleur parti de la MOC et renforcer l'engagement et la responsabilité politique, il est nécessaire que le Parlement européen et les parlements nationaux jouent un rôle plus décisif.

2. LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LES CITOYENS DOIVENT ÊTRE PLUS FORTEMENT IMPLIQUÉS DANS LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE

La position de SOLIDAR

Les organisations de la société civile aident à promouvoir la solidarité, le respect de la dignité, l'égalité, la justice et l'intérêt général

Nos sociétés et nos systèmes démocratiques reposent sur la contribution de la société civile à l'intérêt général à travers l'effort quotidien de millions de citoyens. Les associations, de leur propre initiative, encouragent, organisent et soutiennent la participation des citoyens pour améliorer les conditions de vie et de travail dans nos sociétés. La société civile organisée tâche de faire entendre sa voix afin d'avoir un impact sur les décisions qui influencent nos sociétés.

Le bénévolat – un avantage pour nos sociétés et pour les bénévoles

SOLIDAR souligne que l'engagement du bénévolat profite à la fois aux bénévoles et aux personnes bénéficiant des services sociaux de proximité. Il permet non seulement de développer les capacités des bénévoles, mais favorise également l'inclusion et la cohésion sociale. Les bénévoles jouent un rôle fondamental pour évaluer les besoins au niveau local et développer des solutions innovantes pour la prestation des services sociaux. Le bénévolat est un investissement dans l'avenir plutôt qu'une mesure d'économie des coûts remplaçant le travail rémunéré.

Les recommandations de SOLIDAR

Développer un statut européen pour les associations européennes permettant de faciliter la coopération transfrontalière des organisations de la société civile

- SOLIDAR préconise la mise à disposition d'un statut européen pour les associations (ainsi qu'un cadre juridique européen comparable pour les mutualités et les fondations), en plus du Statut Européen pour les coopératives préalablement adopté. Ce statut juridique doit être conceptualisé en tant qu'instrument complémentaire et non obligatoire pouvant être adopté pour les activités transfrontalières si considéré avantageux par les acteurs de l'économie sociale. Les statuts européens devraient dûment tenir compte de la diversité des concepts et des formes juridiques pour ces types d'organisations au sein des États membres.

Mettre l'année européenne du volontariat en 2011 à profit pour une meilleure reconnaissance du bénévolat

- La contribution de la société civile et des millions de citoyens qui par leurs temps et leurs efforts contribuent à l'intérêt général doit être mieux reconnue et encouragée au niveau européen, notamment en relation avec l'année européenne du volontariat en 2011.

Renforcer le dialogue civil en tant qu'outil indispensable de la démocratie participative afin de mieux combler la distance entre les citoyens et les institutions européens

- En se fondant sur un dialogue civil renforcé au niveau européen et au niveau des États membres de l'UE, les organisations de la société civile pourraient assumer un rôle intermédiaire crucial afin d'assurer une meilleure transparence dans les processus d'élaboration de politique, et afin d'aider les citoyens européens à mieux s'approprier le projet européen et lui accorder plus de confiance. Au travers des échanges et consultations avec les prestataires de services sociaux, les groupes de lobbying et d'autres organisations de la société civile, l'UE aura un accès direct à la réalité quotidienne des citoyens de toute l'Europe.

SOLIDAR appuie l'idée d'avancer et d'institutionnaliser des modèles de dialogue civil tel que l'Agora Citoyenne ou le Forum Civique Européen (tenu en Septembre 2009 à La Rochelle). Nous exigeons néanmoins davantage de clarté concernant les voies, processus et dispositions institutionnelles afin d'avoir un impact plus efficace sur les demandes et déclarations résultant des activités de dialogue civil.

3. UN CADRE JURIDIQUE ET POLITIQUE QUI SOUTIENT ET PROMeut LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES SOCIAUX, DE SANTÉ, D'EDUCATION ET DE FORMATION

La Position de SOLIDAR

L'investissement dans les infrastructures sociales durables est essentiel et profite à tous

Les services sociaux, de santé, d'emploi, d'éducation et de formation jouent un rôle crucial dans les régimes de protection sociale au sein des États membres et dans la réalisation des droits fondamentaux. SOLIDAR plaide en faveur d'un investissement continu dans des infrastructures sociales durables qui sont basées sur de forts mécanismes de solidarité (à travers les groupes de revenu, les générations et les régions) et des parts de financement collectif importantes. Ces infrastructures sociales constituent également des conditions préalables à une reprise économique et un renforcement de la cohésion sociale.

Des cadres juridiques et politiques adéquats aux niveaux national et européen

Ce qui est donc nécessaire, ce sont des cadres juridiques et politiques appropriés au niveau européen et au sein des États membres afin de garantir et de promouvoir l'accès pour tous à un enseignement abordable et de qualité, à la formation permanente et aux services sociaux de santé et d'intérêt général.

Les recommandations de SOLIDAR

Développer et défendre des cadres juridiques et politiques appropriés au niveau européen et au sein des États membres pour des services sociaux accessibles, abordables et de qualité

- Le concept de l'intérêt général doit être (re)mis au centre du débat sur les services sociaux d'intérêt général (SSIG) en tant que principal point de départ et de référence. Les objectifs d'intérêt général doivent prévaloir en cas de conflit avec les règles communautaire de concurrence, d'aides, de marchés publics ou du marché intérieur.
- Il est nécessaire de développer une politique et des réglementations qui se fondent sur la reconnaissance des caractéristiques spécifiques aux services sociaux (ie. qui aident à réaliser les droits sociaux des personnes et groupes de personnes, avec des objectifs de politique sociale, et faisant partie des systèmes de protection sociale), mais aussi sur les caractéristiques spécifiques de leurs usagers (p.ex. une relation caractérisée par une asymétrie d'information, un état de dépendance, un besoin d'aide extérieure, une maladie, des situations économiquement précaires, etc.).
- SOLIDAR ne s'oppose pas à la mise en œuvre d'un environnement concurrentiel sur les «marchés sociaux». SOLIDAR demande néanmoins que cette concurrence s'attache à la qualité. Cela implique entre autres, que la prestation de services soit adaptée aux besoins, de façon intégrée et continue, que les services de proximité soient fournis par un personnel qualifié, et soient ancrés dans des structures locales de proximité. Pour SOLIDAR «qualité» signifie également un cadre permettant aux organisations de l'économie sociale d'offrir des services sociaux de leur propre initiative, ainsi que des services répondant à de nouveaux besoins.
- SOLIDAR soutient l'application complète des principes de non-discrimination et de transparence entre les fournisseurs de services qui assure également le respect des droits des usagers, leurs choix et leur implication dans l'évaluation des services.
- SOLIDAR recommande l'élaboration d'un cadre volontaire établissant des principes et des orientations générales de qualité au niveau Européen.

Utiliser pleinement les stipulations du Traité de Lisbonne sur les services d'intérêt général

- SOLIDAR invite les gouvernements des États membres ainsi que les institutions européennes à utiliser pleinement l'article traitant des services de l'intérêt général (SSIG) (art. 14), ainsi que le protocole n° 9 dès l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne.
- SOLIDAR invite les institutions européennes, notamment le Parlement européen, à soutenir l'établissement d'un cadre de conditions permettant aux pouvoirs publics des États membres de mettre à profit leurs compétences et responsabilités concernant l'organisation, la régulation, le financement et l'évaluation des services sociaux d'intérêt général.

Promouvoir des ONG sociales fortes et indépendantes au sein de l'économie sociale

- Les ONG sociales fortes et indépendantes sont des acteurs fondamentaux de l'économie sociale. Ils emploient du personnel qualifié, ainsi que des bénévoles ; ils travaillent sur la base d'objectifs et de valeurs spécifiques ; et ils réinvestissent leurs excédents dans l'avancement de leurs missions et objectifs. SOLIDAR demande des conditions appropriées permettant d'encadrer l'établissement des marchés sociaux et la concurrence entre des prestataires en vue d'une prestation de services transfrontalières sur le marché européen.
- SOLIDAR invite les institutions européennes à promouvoir et reconnaître la pluralité des formes d'activité économique, y compris les modalités d'opération dans le champ de l'économie sociale. D'autres formes d'entrepreneuriat et le principe de réinvestissement des excédents dans les activités propres des associations permettent de prioriser les objectifs de cohésion sociale et territoriale. L'égalité de traitement et des conditions de cadre égales sont exigées plutôt que l'assimilation aux modèles de profit.

Soutenir les initiatives permettant la réalisation d'un agenda politique social et environnemental

- SOLIDAR encourage la Commission européenne à publier sans délai un guide permettant de tenir compte des considérations sociales dans le cadre des appels d'offre et des marchés publics – comprenant le travail décent, et les normes de travail de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) – et à promouvoir l'usage de ces clauses sociales. L'inclusion des considérations sociales

et éthiques dans les processus d'appels d'offre et les marchés publics faciliterait la mise en œuvre des politiques promouvant la réalisation des objectifs politiques sociaux et environnementaux selon les valeurs partagées de l'UE et respectant les droits fondamentaux individuels et collectifs de la Charte des Droits Fondamentaux.

Création d'emplois et potentiel de croissance des services sociaux, de santé et d'éducation – conditions de travail et qualification des personnes travaillant dans ce secteur

- Des bonnes conditions de travail, de rémunération et d'accès à la formation permanente, doivent promouvoir le travail qualifié et la participation des volontaires. SOLIDAR recommande un investissement conséquent dans la qualification (la formation professionnelle, la formation continue, des programmes de l'éducation tout au long de la vie) du personnel employé dans les services sociaux : le personnel qualifié et le travail volontaire sont essentiels pour la fourniture de services de qualité. Le rôle des SSIG offrant et promouvant des possibilités d'emploi pour les groupes marginalisés et désavantagés doit également être garanti légalement et politiquement.
- Les travailleurs migrants documentés et non documentés actifs dans la prestation des services sociaux doivent être mieux protégés. Cela implique une meilleure prise en considération des défis liés à la mobilité transfrontalière du personnel qualifié et d'autres travailleurs migrants dans le secteur en clarifiant p.ex. l'interaction des règles européennes et nationales sur le détachement des travailleurs et des sociétés d'intérim qui risque actuellement de laisser les travailleurs migrants dans une position défavorable ou exposés à des conditions de travail non clarifiées.

4. COMBATTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE – PROMOUVOIR L'INCLUSION ACTIVE

La position de SOLIDAR

Beaucoup de personnes vivent dans la pauvreté et sur la base d'un revenu inadéquat – les écarts de revenus s'élargissent

- Aujourd'hui, 78 millions de personnes vivent dans la pauvreté ou risquent de tomber dans une situation de pauvreté en EU27, ce qui représente un citoyen européen sur sept, et un enfant sur cinq. Bien que beaucoup aient des emplois à temps plein, emplois multiples ou bénéficient d'allocations et/ou d'aides et/ou des régimes de protection sociale, leur revenu est encore trop faible pour les protéger contre la pauvreté et la précarité, qui comportent un risque d'exclusion sociale.
- Les travailleurs à revenu faible représentent 6% des employés et 17% des travailleurs indépendants dans l'UE. Et parmi les couches les plus importantes et croissantes de la population, on observe un sentiment d'insécurité et de précarité grandissant, et une anxiété liée au sentiment d'emprisonnement dans une spirale sociale descendante.
- En même temps le niveau de richesse des populations favorisées s'accroît, et la richesse se concentre dans moins de mains.
- Bien que du progrès ait été accompli, l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes est toujours large au moins dans certains pays et secteurs. Ceci est aussi dû à l'image dominante du processus de carrière dans nos sociétés, et au temps requis pour les soins des membres de famille.
- L'égalité de rémunération pour le travail égal et des conditions de travail décent doivent toujours être défendues et réalisées, d'autant plus au vue des parts croissantes qu'occupent le travail temporaire et le détachement des travailleurs.

Un engagement politique ainsi que des objectifs d'éradication de la pauvreté faisant l'objet d'un suivi régulier sont indispensables

Faisant face à ces réalités sociales, un engagement politique réel est exigé afin d'avancer dans la réduction de la pauvreté et des différentes formes d'exclusion sociale. Les politiques de l'UE y compris la stratégie de Lisbonne doivent être réorientées et cibler la réalisation de sociétés inclusives et solidaires. Cet engagement doit s'accompagner d'objectifs clairs pour réduire la pauvreté d'ici à 2015 et 2020, et ce à tous les niveaux politiques.

Les dimensions internes et externes de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ne peuvent être dissociées

SOLIDAR demande que la dimension européenne de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ne soit pas dissociée des défis globaux liés à la migration, au changement climatique, au travail décent et à la mise en œuvre des normes de travail essentiels de l'OIT.

Les Recommandations de SOLIDAR

Promouvoir des politiques contre la pauvreté et la non-discrimination

- Avec la crise économique actuelle et les niveaux croissants d'inégalité et de pauvreté en Europe, SOLIDAR exige l'intégration de mesures contre la pauvreté et contre les discriminations dans toutes les politiques économiques, d'emploi et sociales.

Eradiquer les formes extrêmes de pauvreté et briser le transfert de la pauvreté et d'exclusion sociale entre générations

- SOLIDAR rappelle que viser vers la suppression des formes extrêmes d'exclusion sociale et de pauvreté exige une attention particulière, des ressources ainsi qu'une approche à mi- et long-terme.
- Il faut mettre fin aux stéréotypes touchant les «personnes en situation de pauvreté», et défendre le respect des droits de l'Homme, y compris les droits sociaux et économiques. Ce respect est à la base d'une société avec des conditions de travail et de vie décentes.
- Le cycle de la pauvreté doit être rompu, et ceci signifie également un investissement dans le bien-être des jeunes générations. Les systèmes d'enseignement, y compris les services préscolaires, doivent s'adapter à la diversité, briser les obstacles sociaux et soutenir chaque enfant dans la réalisation de son potentiel. Ceci requiert également des infrastructures garantissant l'accès à l'enseignement continu tout au long de la vie. L'enseignement doit être considéré comme une mesure préventive contre l'exclusion sociale.

Promouvoir et mettre en œuvre une politique d'insertion et d'inclusion sociale pour les personnes en situation de handicap

- Cette demande concerne notamment les domaines de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, de l'égalité des chances dans l'accès à l'emploi et à la qualification, et de la pleine participation à la vie culturelle, sociale, sportive et politique.

Préserver le bien public et des infrastructures sociales robustes

- SOLIDAR souligne la nécessité de mettre en place un cadre politique à la fois au niveau européen et au niveau des États membres permettant plusieurs objectifs: la protection du bien public et des infrastructures sociales; la réalisation des objectifs d'intérêt général s'appuyant sur des mécanismes de solidarité financière; et une lutte efficace contre la pauvreté et l'exclusion sociale.
- Il est possible d'arriver à une redistribution des revenus et des richesses plus équitable.

Mettre en œuvre la Recommandation de la Commission concernant l'inclusion active

- SOLIDAR accueille favorablement l'adoption par la Commission européenne d'une Recommandation sur l'inclusion active – un amalgame de politiques concernant les revenus minimums, des marchés du travail plus inclusifs et l'accès aux services de qualité. SOLIDAR rappelle néanmoins que l'inclusion active reste un élément important du concept plus large d'inclusion sociale.
- Les systèmes de revenu minimum sont essentiels pour vivre avec dignité. Ils sont des outils de lutte contre la pauvreté et incitent au travail décent. Les régimes de revenu minimum doivent cependant être mis en œuvre de manière à éviter la stigmatisation des bénéficiaires. L'attribution des bénéfices ne doit pas être conditionnée par la capacité des personnes à participer au marché du travail. Les régimes de revenu minimum devraient couvrir les citoyens de l'UE, mais aussi les réfugiés, les demandeurs d'asile et les migrants non documentés.
- Lors de la mise en œuvre de la Recommandation de la Commission concernant l'inclusion active, certains principes ne figurant pas dans le document devraient être également pris en compte et ajoutés au pilier «accès aux services»: p.ex. la non-discrimination concernant l'accès et l'utilisation, les droits et l'autonomisation des usagers, l'assurance de bonnes conditions de

travail, un financement approprié et conforme aux circonstances locales, régionales et nationales, et la prestation continue et à temps.

Promouvoir des politiques d'emploi qui répondent à des inégalités et qui impliquent fortement les partenaires sociaux – les stratégies de « flexicurité » ne peuvent qu'augmenter la flexibilité

- Pour SOLIDAR le droit du travail doit protéger de façon efficace les droits individuels et collectifs. SOLIDAR est favorable aux politiques de « flexicurité » à condition que celles-ci soient conçues de manière à ne pas augmenter l'insécurité des groupes vulnérables sur le marché du travail.
- Les politiques du marché de l'emploi, qui ne sont pas discriminantes, mais interventionniste et reprenant les besoins des différents groupes et personnes (tels que les personnes handicapées ou les personnes avec des problèmes de santé) doivent être soutenues et coordonnées avec les systèmes de protection sociale, afin de promouvoir l'insertion des personnes en dehors du marché de travail ou dans les situations précaires et afin d'empêcher la perpétuation de la ségrégation sur les marchés du travail.
- Les inégalités sur le marché du travail doivent être directement adressées afin d'éliminer la discrimination dans les procédures de recrutement, et afin d'assurer l'accès à la formation continue. L'égalité d'accès à la formation professionnelle et à l'éducation tout au long de la vie sont des conditions préalables à la réintégration dans le marché du travail et devraient être garanties par droit du travail. L'importance de l'éducation non-formelle et des activités en tant que bénévoles dans l'acquisition des qualifications et des compétences doit être reconnue. Afin de mieux adresser les obstacles structurels empêchant l'accès et l'insertion sur le marché du travail, SOLIDAR souligne le rôle éminent de l'enseignement formel et informel (compétences et qualifications, activités de préparation à l'insertion sur le marché du travail, p.ex. des cours afin de préparer des candidatures).

5. MIGRATION ET INTÉGRATION BASÉES SUR LES DROITS ET LA DIGNITÉ HUMAINE

La position de SOLIDAR

Une cohérence accrue dans les politiques européennes de migration et d'intégration

Les politiques de migration et d'intégration de l'UE manquent en partie de cohérence, puisqu'elles encouragent la « fuite des cerveaux » des pays d'Europe centrale et orientale et d'autres pays autour du globe, en acceptant des migrants hautement qualifiés, tout en fermant les portes aux moins qualifiés et non qualifiés, en leur offrant des « standards de double qualité », et en leur refusant l'accès à une série de droits sociaux ou de droit de travail. Nous courons ainsi le risque de consolider un système en deux piliers inégaux en droits.

La migration et l'intégration devraient être basées sur le respect des droits et de la dignité

- Pour SOLIDAR, l'Europe sociale, basée sur la solidarité, doit développer et mettre en œuvre des politiques et des mesures d'intégration basées sur les droits de l'Homme et les droits civiques pour les migrants des pays de l'UE et des pays tiers, des réfugiés et des demandeurs d'asile.
- Une approche globale de l'UE visant l'immigration clandestine devrait ainsi comprendre des mesures assurant les droits sociaux fondamentaux des migrants.
- SOLIDAR demande la mise en place d'une politique européenne de migration, d'une procédure commune d'admission pour la migration économique et recommande une meilleure coordination des politiques d'admissions nationales.
- Des politiques efficaces favorisant l'intégration devraient figurer au cœur des politiques européennes de migration. Cela signifie que tous les États membres devraient, pour les migrants des pays de l'UE et pour les migrants des pays tiers, fournir l'accès à l'apprentissage des langues officielles des pays d'accueil; respecter la diversité culturelle; assurer le droit de vote sur le plan local et lié au travail (p.ex. pour le comité d'entreprise); assurer l'accès à l'enseignement et à la garde des enfants. Ces politiques devraient comporter à la fois un droit et un devoir d'apprendre la langue du pays d'accueil. Les migrants doivent pouvoir jouir de leurs droits à rechercher un emploi et droits syndicaux. Les employeurs qui exploitent des migrants doivent être sanctionnés.

Les recommandations de SOLIDAR

Etablir un meilleur équilibre entre les besoins / avantages des sociétés d'accueil et les besoins / intérêts des travailleurs migrants

- Même si l'Europe fait face à de sérieux changements sociaux et démographiques, SOLIDAR s'oppose aux politiques de migration et d'intégration qui se fondent exclusivement ou principalement sur des considérations utilitaires et/ou qui visent en premier lieu des avantages pour la société d'accueil en négligeant en grande partie les intérêts des migrants.
- Après avoir profité de l'arrivée des travailleurs migrants pendant les phases de croissance économique, les pays européens ne devraient pas tomber dans le «nationalisme économique» et tourner le dos à un des groupes les plus vulnérables de nos sociétés. Les institutions européennes, les gouvernements et tous les acteurs compétents ont la responsabilité de construire une société inclusive, où le racisme et les attitudes xénophobes ne peuvent être tolérés.
- Les salaires bas, un statut social bas, des heures de travail asociales (p.ex. travail de nuit, travail par équipes, travail de week-end), l'absence de protection sociale ou une protection sociale insuffisante concernant des emplois dans certains secteurs où des pays membre de l'UE éprouve des pénuries de main d'œuvre, (comme p.ex. dans le secteur de soins à long terme où un nombre croissant de migrants sans papiers travaillent), sont des problèmes se devant d'être sérieusement abordés. L'UE devrait promouvoir un cadre de conditions au travers des systèmes de protection sociale permettant de meilleures conditions de rémunération et de travail pour les travailleurs migrants. Les conditions de travail décent et des systèmes complets de protection sociale incluant celles des travailleurs de la santé et des soins à long durée devraient être accessibles pour les travailleurs migrants et tous les citoyens des pays membres de l'UE.

Promouvoir l'utilisation par les Etats membres des Principes Communs de Bases et de l'Agenda commun sur l'Intégration

- SOLIDAR plaide pour des politiques d'intégration conçues comme «processus dans les deux sens» comme stipulé dans les Principes Communs de Bases, basé sur le constat que l'intégration est un processus dynamique nécessitant une accommodation de tous : les migrants et les résidents des pays membres. Cette approche implique la participation active des associations des migrants ainsi que d'autres organisations de la société civile. SOLIDAR demande aux États membres d'offrir aux migrants la possibilité de participer pleinement à la société civile et d'ouvrir l'accès aux services garantissant les droits fondamentaux des migrants non documentés (p.ex. accès aux services de santé).
- L'apprentissage interculturel et le dialogue interculturel sont les fondements du «vivre ensemble » dans une société basée sur le respect mutuel et sur la diversité culturelle.
- SOLIDAR recommande l'utilisation et le renforcement de la Méthode Ouverte de Coordination sur la migration et l'intégration afin de promouvoir les bonnes pratiques et l'évaluation de la mise en œuvre des Principes Communs de Bases.

Promouvoir l'intégration en relevant les défis liés à la migration et aux systèmes d'enseignement

- Les défis auxquels les enfants des immigrés sont confrontés exigent une attention particulière. Il faut donner la priorité à l'équité dans l'enseignement et lutter contre la ségrégation scolaire, réduire les obstacles institutionnels et encourager l'accès des enfants des immigrés à l'enseignement préscolaire. Afin que les écoles jouent leur rôle clé dans la construction de sociétés inclusives et solidaires, il est nécessaire d'encourager le développement des compétences interculturelles comprenant la lutte contre les discriminations et l'enseignement des valeurs civiques à tous les niveaux des systèmes d'enseignement. Les organisations de la société civile jouent également un rôle important en fournissant un enseignement supplémentaire et des services d'accompagnement. Il aide aussi à impliquer les parents dans la vie scolaire de leurs enfants.

Aborder la question des migrants non documentés

- Des millions de migrants non documentés vivent dans l'UE. Leur présence ne peut être ignorée, ou simplement adressée en termes de gestion des frontières et/ou de régularisation (ce qui est un but souvent irréalisable). En conformité avec les dispositions prises par la Commission dans le Pacte Européen sur l'immigration et l'asile, SOLIDAR rappelle que les États membres doivent

veiller à ce que les migrants non documentés aient accès aux services nécessaires à la garantie des droits fondamentaux (p.ex. l'enseignement des enfants, des soins de santé de base). Les États-membre doivent prendre des mesures concrètes et engagées permettant aux migrants non documentés d'être informés de leurs droits. Les enfants des migrants non documentés devraient avoir accès à l'enseignement primaire et secondaire.

Assurer une approche de partenariat dans les domaines de la migration et de l'intégration

- Des partenariats entre les pouvoirs publics, les partenaires sociaux, les organisations de la société civile et des organisations de migrants doivent être mis en place ou encouragés. L'importance des niveaux local et régional doit être soulignée, et les stratégies imposant exclusivement des décisions hiérarchiques doivent être évitées.

6. TRAVAIL DÉCENT EN EUROPE – UNE PARTIE INTEGRANTE D'UN DÉFI GLOBAL

La position de SOLIDAR

Le travail décent a également de la signification pour l'Europe

Le travail décent est une stratégie soutenant un développement durable centré sur les personnes. Le travail décent est un élément clé dans la construction de sociétés justes, équitables et inclusives basées sur des objectifs de création d'emplois, droits de travailleurs, égalité entre femmes et hommes, protection sociale et dialogue social. Le travail décent porte sur l'égalité d'accès à l'emploi sans discrimination, sur les salaires justes permettant aux travailleurs et à leurs familles de vivre dans la dignité, sur l'absence d'exploitation, sur la protection sociale en cas de maladie, de grossesse ou risques sociaux tout au long de la vie. Le travail décent implique également la possibilité pour les personnes de s'organiser pour représenter leurs intérêts collectivement par les syndicats.

La dimension externe du travail décent

L'Europe sociale a également une dimension externe dans un monde de plus en plus globalisé. L'UE s'est engagée à promouvoir le travail décent pour tous dans la totalité de ses politiques internes et externes. Mais à ce jour, sa politique de commerce détruit des emplois, ses politiques de migration perpétuent l'exploitation, ses politiques de dette privilégient le libre marché sur la redistribution des richesses.

Les recommandations de SOLIDAR

Placer le travail décent sur l'agenda politique européen

- SOLIDAR réclame la « traduction » de l'agenda politique sur le travail décent aux réalités sociales en Europe. Cela signifie concrètement de développer et mettre en œuvre des politiques visant une réduction du nombre de travailleurs pauvres, la lutte contre les conditions de travail précaires, des politiques qui abordent la segmentation du marché de travail ainsi que le travail des migrants non documentés. Les politiques d'emploi et les politiques sociales doivent se référer aux composantes et objectifs du travail décent, notamment dans le cadre de l'inclusion active. Elles devraient également occuper une place plus préminente dans la Stratégie de Lisbonne et dans l'Agenda Social Renouvelé.
- Les piliers fondamentaux du travail décent sont en place en Europe: L'UE a voté des directives concernant la lutte contre la discrimination, le principe d'égalité entre les sexes, le droit de chaque citoyen aux soins de santé et services sociaux, et un droit du travail. Cela tient également pour le dialogue social impliquant employeurs et syndicats. SOLIDAR invite la Commission européenne et le Parlement européen à traduire l'engagement pour une dimension sociale renforcée dans la stratégie de Lisbonne en actions claires visant à faire du travail décent une réalité pour tous dans l'UE.

Faire du travail décent un élément clé dans la réforme du droit du travail

- Le concept du travail décent doit être un point de référence dans le débat sur la réforme du droit de travail et un principe directeur pour les politiques d'emploi, afin d'assurer, en outre, un revenu salarial adéquat.

- SOLIDAR défend le principe d'«égalité de rémunération pour un travail égal». La non-discrimination et l'égalité de traitement sont des valeurs essentielles de l'UE et des pierres angulaires du modèle social européen défendu par les ONG du secteur social et par les syndicats. La mise en place de conditions différées pour un nombre croissant de travailleurs sur un même territoire mine ces deux principes et entraîne des effets négatifs pour les individus et la société dans son ensemble (p.ex. concernant les valeurs telles que la confiance, la reconnaissance de règles, et l'équité).

Promouvoir le travail décent au niveau mondial

SOLIDAR et ses partenaires internationaux au sein du Global Network¹ visent un partenariat équitable entre les continents basés sur les aspects suivants:

- Des droits de protection sociale comme droits fondamentaux pour tous;
- Du travail et des conditions de vie décentes au sein des États membres de l'UE comme dans le reste du monde;
- Le respect des normes de travail essentielles de l'OIT dans le cadre des politiques de commerce extérieure de l'UE et des marchés publics.

Renforcer la solidarité internationale

- L'Europe doit prendre en considération l'impact de ses politiques d'immigration sur les marchés du travail des pays tiers, s'engager à renforcer la solidarité internationale en promouvant l'agenda du travail décent et sa mise en œuvre, ainsi que le respect des normes de travail essentielles de l'OIT dans les pays d'origine des migrants.
- Dans ses négociations avec les pays tiers, l'UE doit veiller à ce que les mandats prennent en considération les questions sociales et de main-d'œuvre, en conformité avec l'engagement pris par l'UE dans ses déclarations antérieures sur le commerce extérieur, le travail décent et la dimension sociale de la mondialisation.

¹Depuis 2007 SOLIDAR en collaboration étroite avec d'autres organisations internationales et européennes de niveau a mené la campagne travail décent vie décente. Pour plus d'information: www.decentwork.org